



Recherche sur la sensibilisation, la connaissance et les défis de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) parmi les travailleurs africains

Alexander Preko et Hod Anyigba

**Recherche sur la
sensibilisation, la
connaissance et les
défis de la zone de
libre-échange
continentale africaine
(ZLECAf) parmi les
travailleurs africains**

Alexander Preko et Hod Anyigba

Alexander Preko, PhD est maître de conférences à l'Université d'études professionnelles d'Accra (UPSA) et Directeur d'Emort Research Consult au Ghana. Il est analyste de données quantitatives et qualitatives dans les domaines de la migration de la main-d'œuvre, du tourisme, des systèmes d'information sur le marché du travail, des études de marché et de la recherche sur les moyens de subsistance des habitants des bidonvilles. Il est consultant pour la CSI-Afrique, l'OIT, la GIZ, l'Institut Uongozi en Tanzanie et Betway, entre autres.

Hod Anyigba, PhD est le Directeur exécutif de l'Institut africain pour la recherche et l'éducation ouvrière (ALREI) de l'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique) à Lomé, au Togo. Il est économiste et s'intéresse particulièrement aux domaines du commerce international, de l'économie du travail, des droits de l'homme et des droits syndicaux, des compétences et de l'emploi, du changement climatique, de l'environnement et de la protection sociale.

Lome, 2023© Publisher: ALREI Publishing

All rights reserved

A/2023.12/01/001

ISBN: 978 –9988–3–7170–8 (electronic version)

L'Institut africain pour la recherche et l'éducation ouvrière (**ALREI**) est un institut de recherche et d'éducation semi-autonome de l'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (**CSI-Afrique**). Nous soutenons, encourageons et renforçons le mouvement syndical africain. Les points de vue et les opinions exprimés sont toutefois ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique) ou de l'ALREI. Ni la CSI-Afrique ni l'ALREI ne peuvent en être tenus responsables. **Cette étude a été en partie inancée par le ministère inlandais des Affaires étrangères par l'intermédiaire du Centre de solidarité syndicale de Finlande SASK.**

Résumé

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) représente une lueur de promesses, annonçant une nouvelle ère d'intégration économique à travers le continent africain. Lancée en 2018, cette initiative ambitieuse vise à établir un marché unifié englobant 55 États membres de l'Union africaine, unissant environ 1,3 milliard de personnes dans une quête collective de croissance économique et de prospérité. La ZLECAf promet une intégration économique plus large et plus profonde qui attirera les investissements, stimulera le commerce, créera de meilleurs emplois, réduira la pauvreté et augmentera la prospérité partagée en Afrique. Malgré ces promesses, il existe un manque notable de compréhension des implications nuancées, des défis et des opportunités que la ZLECAf présente spécifiquement pour les travailleurs africains. Les interactions entre l'accord commercial et les travailleurs du secteur informel, les travailleurs ruraux, les femmes, les jeunes et d'autres groupes marginalisés sont des domaines inexplorés qui nécessitent des investigations.

Pour combler ce manque de connaissances, cette étude se penche sur les spécificités de l'évaluation de la sensibilisation et de la compréhension des travailleurs africains, explore les préoccupations, les perceptions et examine la pertinence et l'engagement des travailleurs dans le cadre de la ZLECAf. Les résultats soulignent la nécessité d'accroître la sensibilisation et les niveaux de connaissances sur la ZLECAf parmi les travailleurs africains. Par exemple, il est prouvé que les travailleurs de la région de l'Afrique centrale ont le plus faible niveau de sensibilisation et de connaissances sur la ZLECAf parmi les cinq régions échantillonnées pour l'enquête. En outre, près de la moitié des participants ont fait part de leurs préoccupations concernant l'accord commercial, tandis qu'environ 86,7 % ont affirmé que l'accord commercial créerait des opportunités pour les jeunes et les femmes. La ZLECAf semble être plus pertinente pour les travailleurs qualifiés, considérés comme des gagnants, tandis que la main-d'œuvre africaine non qualifiée est perçue comme des perdants. Il est recommandé que la CSI-Afrique mène une sensibilisation et des connaissances accrues du public pour approfondir la compréhension des travailleurs des processus de la ZLECAf, en tirant parti des médias sociaux et traditionnels parmi d'autres outils. En outre, la CSI-Afrique devrait favoriser la collaboration avec les syndicats locaux, les chambres de commerce, les ministères du Commerce, les associations du secteur privé, les institutions de défense du commerce et d'autres parties prenantes pour diriger la promotion des objectifs de la ZLECAf auprès des travailleurs africains, y compris les femmes et les jeunes.

Table Des Matières

| | | |
|------------|--|-----------|
| 1 | Introduction | 1 |
| 1.1 | Contexte | 1 |
| 1.2 | Énoncé du problème | 5 |
| 1.2.1 | Conséquences d'une conscience et d'une connaissance limitées | 5 |
| 1.2.2 | Impact de préoccupations et de perceptions insuffisantes | 5 |
| 1.2.3 | Dimensions genre et jeunesse | 5 |
| 1.2.4 | Pertinence pour les travailleurs ordinaires | 6 |
| 1.2.5 | Pertinence pour les travailleurs ordinaires | 6 |
| 2 | Objectifs du projet | 7 |
| 3 | Revue de littérature | 8 |
| 3.1 | Sensibilisation et compréhension de la ZLECAf parmi les travailleurs africains | 8 |
| 3.2 | Difficultés rencontrées par les travailleurs africains dans le contexte de la ZLECAf | 9 |
| 3.2.1 | Dynamique de l'emploi et suppression d'emploi | 9 |
| 3.2.2 | Intégration du secteur informel et obstacles réglementaires | 10 |
| 3.2.3 | Disparités entre les sexes et inclusion | 10 |
| 3.2.4 | Statistiques reflétant les défis dans certains pays africains | 10 |
| 3.3 | Potentiel et opportunités pour les travailleurs africains au sein de la ZLECAf | 11 |
| 3.3.1 | Émancipation économique | 11 |
| 3.3.2 | Inclusivité et égalité des genres | 11 |
| 3.3.3 | Opportunités dans des secteurs spécifiques : Agriculture | 11 |
| 3.3.4 | Fabrication et développement industriel | 12 |
| 4 | Méthodologie | 13 |
| 5 | Statistiques descriptives | 15 |
| 5.1 | Données démographiques | 15 |
| 5.2 | Conscience et connaissance | 16 |
| 5.3 | Préoccupations et perceptions | 16 |
| 5.4 | Focus sur le genre et la jeunesse | 17 |
| 5.5 | Contribution de la ZLECAf à la croissance de l'Afrique et sa pertinence pour les travailleurs ordinaires | 18 |
| 5.6 | Contribution de la ZLECAf à la croissance de l'Afrique et sa pertinence pour les travailleurs ordinaires | 18 |

| | | |
|------|--|-----------|
| 5.7 | Gagnants et perdants | 19 |
| 5.8 | Faciliter le commerce et la libre circulation | 20 |
| 5.9 | Analyse par tableaux croisés | 21 |
| 5.10 | Proposition d'indice de sensibilisation et de connaissances sur la ZLECAf | 23 |
| 6 | Conclusion | 26 |
| 6.1 | Évaluation de la sensibilisation et de la compréhension | 26 |
| 6.2 | Explorer les préoccupations et les perceptions | 26 |
| 6.3 | Examiner la pertinence et l'engagement | 27 |
| 7 | Recommandations | 28 |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|---|----|
| Tableau 1 : Pays africains et niveau de sensibilisation des participants à la ZLECA | 22 |
| Tableau 2 : Pays africains et niveau de notation des connaissances de la ZLECAf | 22 |
| Tableau 3 : Pays africains et niveau de sensibilisation à la ZLECAf parmi vos collègues et pairs..... | 23 |
| Tableau 4 : Pays africains et ZLECAf, création d’opportunités pour les jeunes travailleurs en Afrique..... | 23 |

Liste Des Abréviations

- Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)
- Union européenne (UE)
- Organisation internationale du travail (OIT)
- Banque africaine de développement (BAD)
- Union africaine (UA)
- Organisation mondiale du commerce (OMC)

1. Introduction

1.1 Contexte

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) représente une initiative commerciale cruciale sur le continent africain, inaugurée en 2018 avec l'objectif ambitieux d'établir un marché unifié pour les biens et services dans toute l'Afrique. Son objectif principal est d'accélérer le commerce intra-africain et de soutenir la croissance économique. Faciliter la libre circulation transfrontalière est également une pierre angulaire de cet accord commercial. Couvrant 55 États membres de l'Union africaine, la ZLECAf englobe environ 1,3 milliard de personnes, ce qui la positionne parmi les plus grands blocs commerciaux du monde aux côtés d'entités telles que les blocs commerciaux Asie-Pacifique, UE, États-Unis, Mexique et Canada. À terme, la ZLECAf couvrira un marché d'environ 1,3 milliard de personnes et un PIB combiné d'environ 3 400 milliards de dollars américains. Son mandat consiste notamment à éliminer les barrières commerciales et à stimuler le commerce intra-africain. En outre, la ZLECAf promet une intégration économique plus large et plus profonde et attirerait les investissements, stimulerait le commerce, créerait de meilleurs emplois, réduirait la pauvreté et augmenterait la prospérité partagée dans toute l'Afrique. Cependant, la réalisation des objectifs de la ZLECAf dépend fortement de l'engagement, de la compréhension et des perspectives de la main-d'œuvre africaine qui constitue l'épine dorsale des économies du continent.

Les objectifs de la ZLECAf sont extrêmement clairs : éliminer les barrières commerciales, favoriser le commerce intra-africain, attirer les investissements et améliorer les nations en créant de meilleures opportunités d'emploi, en réduisant la pauvreté et en stimulant une prospérité partagée ¹. Au fond, cet accord commercial vise à révolutionner le paysage économique du continent. Cependant, au milieu de ces grandes aspirations se cachent des complexités et des lacunes dans la compréhension, notamment en ce qui concerne le rôle et l'impact sur l'épine dorsale des économies africaines : sa main-d'œuvre.

La ZLECAf est sur le point de renforcer considérablement le commerce intra-africain, en favorisant la croissance économique et en générant potentiellement des opportunités d'emploi dans divers secteurs ². Les objectifs de l'accord comprennent la rationalisation des processus commerciaux, la réduction des tarifs douaniers et la création d'un environnement propice

¹ Commission de l'Union africaine. (2018). Accord établissant la zone de libre-échange continentale africaine.

² Groupe de la Banque africaine de développement. (2021). Perspectives économiques en Afrique 2021 : De la résolution de la dette à la croissance : le chemin à parcourir pour l'Afrique.

aux entreprises prospères sur le continent³. Les résultats positifs potentiels au niveau macroéconomique ont été bien documentés dans la littérature existante ⁴.

Bien qu'il existe une large compréhension des objectifs primordiaux de l'accord, il existe une lacune notable dans la compréhension des implications complexes, des défis et des opportunités que la ZLECAf présente spécifiquement pour les travailleurs africains. La littérature existante souligne principalement les implications macroéconomiques de l'accord, mais manque de profondeur dans l'analyse de ses impacts spécifiques sur le large éventail de travailleurs dispersés à travers le continent ⁵. Bien qu'il soit reconnu que la ZLECAf pourrait générer des opportunités d'emploi, les secteurs spécifiques qui en bénéficieront, les types d'emplois à créer et la manière dont ces opportunités seront réparties entre les différents segments de la main-d'œuvre restent insuffisamment explorés. Les interactions entre l'accord commercial et les travailleurs du secteur informel, les travailleurs ruraux, les femmes, les jeunes et d'autres groupes marginalisés sont des domaines qui nécessitent une enquête plus approfondie ⁶.

Pour combler ce manque de connaissances, il est crucial d'approfondir la dynamique complexe de la façon dont la ZLECAf interagit avec les travailleurs africains. Comprendre leurs besoins, leurs défis, leurs aspirations et leur état de préparation est essentiel pour garantir une répartition équitable des avantages de l'accord et la création d'un paysage économique inclusif à travers le continent ⁷. Cette recherche s'efforce de découvrir les dimensions multiformes de la ZLECAf concernant les travailleurs africains. Grâce à une analyse empirique, des évaluations quantitatives et des informations basées sur des données, cette étude vise à découvrir la dynamique de sensibilisation et de connaissance de la ZLECAf parmi les travailleurs africains. En se concentrant sur les travailleurs africains, cette recherche vise à contribuer à une compréhension plus complète du potentiel de la ZLECAf et des territoires inexplorés qui nécessitent une attention particulière pour un développement économique inclusif et durable.

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) se présente comme une initiative de transformation susceptible de remodeler le paysage économique du continent africain. Cependant, malgré sa vision prometteuse, la réalisation réussie des objectifs de la ZLECAf dépend dans une large

3 Groupe de la Banque mondiale. (2020). La zone de libre-échange continentale africaine : implications économiques et distributives pour l'Afrique orientale et australe.

4 Ibid.

5 Commission de l'Union africaine. (2018). Accord établissant la zone de libre-échange continentale africaine.

6 Groupe de la Banque mondiale. (2020). La zone de libre-échange continentale africaine : implications économiques et distributives pour l'Afrique orientale et australe.

7 Organisation Internationale du Travail. (2021). Zone de libre-échange continentale africaine : défis et opportunités pour le travail.

mesure de l'engagement, de la compréhension et des perspectives de la main-d'œuvre africaine, l'épine dorsale des économies du continent. Une question cruciale est le niveau de sensibilisation et de connaissances des travailleurs africains sur la ZLECAf . Une partie importante des salariés reste ignorante ou insuffisamment informée des spécificités de cet accord novateur. Ce déficit de connaissances a des conséquences considérables. Les travailleurs mal informés risquent de rater des opportunités de bénéficier de l'accord commercial, comme *l'accès à de nouveaux marchés ou la participation à des chaînes de valeur qui pourraient améliorer leurs moyens de subsistance*. De plus, le manque de préparation aux changements qui accompagnent une intégration commerciale accrue pourrait avoir un impact sur la sécurité de l'emploi et les conditions de travail.

Une autre facette du problème concerne la perception – ou l'absence de perception – parmi les travailleurs africains concernant la ZLECAf. Si la ZLECAf promet une croissance économique et une création d'emplois significatives, elle soulève également des préoccupations légitimes. Sans plateforme pour exprimer ces préoccupations, les travailleurs pourraient se sentir marginalisés et exclus des discussions vitales qui affectent leurs moyens de subsistance. Leurs perceptions de la ZLECAf peuvent varier considérablement, allant de la considérer comme un catalyseur de changement positif à une vision avec scepticisme, voire appréhension. Le manque de plateformes de dialogue et d'engagement constructif pourrait entraîner une fragmentation de la main-d'œuvre, manifestant divers degrés de soutien ou de résistance à l'égard des objectifs de la ZLECAf. En outre, la question des dimensions de genre et de jeunesse de la ZLECAf est une considération cruciale. Les disparités persistantes entre les sexes sur de nombreux marchés du travail africains nécessitent d'évaluer si la ZLECAf offre des opportunités aux femmes ou exacerbe les inégalités entre les sexes. De plus, le potentiel de la ZLECAf à créer des emplois et à stimuler les activités économiques a des implications pour les jeunes. Il est essentiel de déterminer si les jeunes perçoivent la ZLECAf comme une source d'opportunités et s'ils possèdent les compétences et les connaissances nécessaires pour exploiter ces opportunités.

Comprendre la pertinence perçue de la ZLECAf pour les travailleurs ordinaires en Afrique est également essentiel. Si la plupart des travailleurs considèrent la ZLECAf comme un concept lointain et abstrait qui n'a pas d'impact sur leur vie quotidienne, il pourrait être difficile d'obtenir un soutien et une participation à grande échelle. Il est fondamental de reconnaître si les travailleurs ordinaires considèrent la ZLECAf comme adaptée à leurs aspirations et à leurs besoins pour garantir que l'accord commercial se traduise par des avantages tangibles pour les masses.

Enfin, les conséquences d'une sensibilisation, de connaissances, de préoccupations et de perceptions limitées parmi les travailleurs africains à propos de la ZLECAf sont multiformes. Ils s'étendent au-delà des travailleurs individuels pour englober la représentation collective du travail, le plaidoyer politique et la croissance économique équitable. Les travailleurs insuffisamment informés ou engagés peuvent ne pas participer activement à l'élaboration du discours autour des protocoles de travail au sein de la ZLECAf ou ne pas défendre leurs droits et intérêts, ce qui pourrait diminuer le rôle des travailleurs et des syndicats, ce qui pourrait avoir des répercussions sur l'efficacité globale et le caractère inclusif de la mise en œuvre de la ZLECAf. En résumé, les défis posés par le manque de sensibilisation, de connaissances, de préoccupations et de perceptions des travailleurs africains concernant la ZLECAf sont complexes et multiformes. Il est impératif de résoudre ces problèmes pour que la ZLECAf réalise son potentiel en tant que catalyseur de la croissance économique, de la création d'emplois et du développement équitable sur tout le continent africain. Ne pas le faire pourrait entraîner des opportunités manquées, des avantages inégaux et des discordes potentielles, entravant la réalisation des objectifs primordiaux de la ZLECAf.

Dans le contexte de cette étude, une prise de conscience de la ZLECAf fait référence à la compréhension ou à la conscience fondamentale des travailleurs africains de l'existence, de l'objectif et des aspects fondamentaux de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Cela implique de savoir que la ZLECAf existe, ses objectifs généraux et ses implications potentielles pour le commerce et les économies du continent. Le manque de sensibilisation implique un manque de compréhension ou de connaissances de base sur l'existence de la ZLECAf ou sur son fonctionnement fondamental. La connaissance de la ZLECAf va au-delà de la sensibilisation. Il englobe une compréhension et une familiarité plus approfondies avec les spécificités, les dispositions, les implications et les impacts potentiels de la ZLECAf sur divers aspects tels que le commerce, les opportunités d'emploi, l'accès au marché, la croissance économique et les défis potentiels. Les travailleurs possédant des connaissances sur la ZLECAf connaissent ses détails, y compris les procédures de participation au commerce et les effets potentiels sur leurs moyens de subsistance, et sont mieux équipés pour faire face aux changements et aux défis qui pourraient survenir en raison d'une intégration commerciale accrue. La différence réside dans la profondeur et l'étendue de la compréhension des processus de participation. La sensibilisation est la compréhension fondamentale ou la conscience de l'existence et des objectifs généraux de la ZLECAf, tandis que la connaissance implique une compréhension plus complète de ses spécificités, de ses processus, de ses implications et de ses impacts potentiels sur divers aspects de l'économie et des moyens de subsistance individuels.

1.2 Énoncé Du Problème

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est apparue comme une initiative de transformation susceptible de remodeler le paysage économique du continent africain. Cependant, malgré sa vision noble et les espoirs placés en elle, la réalisation réussie des objectifs de la ZLECAf dépend largement de l'engagement, de la compréhension et des perspectives de la main-d'œuvre africaine – celle qui constitue l'épine dorsale des économies du continent.

1.2.1 Conséquences d'une conscience et d'une connaissance limitées

Une préoccupation urgente concerne le niveau de sensibilisation et de connaissances des travailleurs africains sur la ZLECAf. Une partie importante du personnel reste soit ignorante, soit insuffisamment informée des spécificités de cet accord révolutionnaire. Ce manque de sensibilisation et de connaissances a des conséquences considérables. Les travailleurs qui ne connaissent pas les dispositions de la ZLECAf risquent de manquer des opportunités de bénéficier de l'accord commercial, comme *l'accès à de nouveaux marchés ou la participation à des chaînes de valeur qui pourraient améliorer leurs moyens de subsistance*. En outre, ils risquent de ne pas être préparés à faire face aux changements et aux défis liés à une intégration commerciale accrue, ce qui pourrait avoir un impact sur leur sécurité d'emploi et leurs conditions de travail.

1.2.2 Impact de préoccupations et de perceptions insuffisantes

Un autre aspect critique réside dans les inquiétudes et les perceptions – ou l'absence de celles-ci – parmi les travailleurs africains concernant la ZLECAf. Si la ZLECAf recèle un potentiel de croissance économique et de création d'emplois important, *elle soulève également des préoccupations légitimes*. En l'absence de solutions à ces préoccupations, les travailleurs peuvent se sentir privés de leurs droits et exclus des discussions critiques qui affectent leurs moyens de subsistance. Leurs perceptions de la ZLECAf peuvent varier considérablement, allant de la considérer comme un véhicule de changement positif à une vision avec scepticisme, voire appréhension. L'absence de plates-formes de dialogue et d'engagement constructif pourrait conduire à une main-d'œuvre fragmentée, avec divers degrés d'adhésion ou de résistance aux objectifs de la ZLECAf.

1.2.3 Dimensions genre et jeunesse

Les dimensions genre et jeunesse de la ZLECAf sont tout aussi pertinentes. Les disparités entre les sexes persistent sur de nombreux marchés du travail africains, et il est essentiel d'évaluer si la ZLECAf offre des opportunités

aux femmes sur le marché du travail ou, à l'inverse, exacerbe les inégalités entre les sexes. De plus, le potentiel de la ZLECAf à créer des emplois et à stimuler les activités économiques a des implications pour les jeunes. Il est essentiel de déterminer si les jeunes perçoivent la ZLECAf comme une source d'opportunités et s'ils possèdent les compétences et les connaissances nécessaires pour exploiter ces opportunités.

1.2.4 Pertinence pour les travailleurs ordinaires

La pertinence perçue de la ZLECAf pour les travailleurs ordinaires en Afrique est également une considération cruciale. Si la majorité de la population active perçoit la ZLECAf comme un concept lointain qui n'a pas d'impact direct sur sa vie quotidienne, il pourrait être difficile d'obtenir un soutien et une participation à grande échelle. Comprendre si les travailleurs ordinaires considèrent la ZLECAf comme adaptée à leurs aspirations et à leurs besoins est fondamental pour garantir que l'accord commercial se traduise par des avantages tangibles pour les masses.

1.2.5 Implications d'une sensibilisation et d'un engagement limités

Les conséquences d'une sensibilisation, de connaissances, de préoccupations et de perceptions limitées parmi les travailleurs africains concernant la ZLECAf sont multiples. Ils s'étendent au-delà des travailleurs individuels pour englober la représentation collective du travail, le plaidoyer politique et la croissance économique équitable. Les travailleurs qui ne sont pas suffisamment informés ou engagés peuvent ne pas participer activement à l'élaboration du discours sur les protocoles de travail au sein de la ZLECAf ou à la défense de leurs droits et intérêts. Par conséquent, le rôle diminué des travailleurs et des syndicats pourrait avoir des répercussions sur l'efficacité globale et le caractère inclusif de la mise en œuvre de la ZLECAf

2. Objectifs du Projet

Les principaux objectifs de cette étude sont les suivants:

1. Évaluation de la sensibilisation et de la compréhension : évaluer le niveau de sensibilisation et de compréhension de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) parmi les travailleurs africains. Cet objectif vise à déterminer dans quelle mesure les travailleurs sont informés de la ZLECAf et de ses implications sur leurs moyens de subsistance.
2. Explorer les préoccupations et les perceptions : explorer les préoccupations, les perceptions et les attitudes des travailleurs africains concernant la ZLECAf, comprendre comment les travailleurs perçoivent les avantages et les défis potentiels associés à la ZLECAf et s'ils ont des préoccupations ou des réserves spécifiques.
3. Examen de la pertinence et de l'engagement : examiner la pertinence perçue de la ZLECAf pour les travailleurs ordinaires en Afrique et leur niveau d'engagement dans l'accord commercial. Cet objectif vise à évaluer si les travailleurs considèrent la ZLECAf comme pertinente dans leur vie quotidienne et s'ils se sentent habilités à participer aux discussions et aux actions liées à la ZLECAf.

3. Revue de Littérature

3.1 Sensibilisation et compréhension de la ZLECAf parmi les travailleurs africains

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) représente une force de transformation prête à remodeler la dynamique économique en Afrique. Cependant, sa réception parmi les travailleurs africains révèle un spectre de niveaux de sensibilisation. Karingi et al.⁸ éclairent ce spectre, mettant en évidence une dichotomie entre des individus bien informés et familiers avec les objectifs de la ZLECAf et un segment important manquant de connaissances adéquates. Des facteurs tels que l'accessibilité à l'information, le niveau d'éducation et l'exposition aux concepts liés au commerce soulignent cette disparité des niveaux de sensibilisation.

L'impact de la ZLECAf sur les moyens de subsistance des travailleurs africains est multiforme et crucial. Au-delà de la simple prise de conscience, une compréhension approfondie des implications de la ZLECAf devient un élément essentiel de la préparation des travailleurs à s'orienter dans un paysage commercial en évolution. Nkamleu et Kuunsi⁹ soulignent le rôle crucial de la compréhension des résultats potentiels, tels que les possibilités de création d'emplois, les compétences requises et l'accès aux marchés. Cette compréhension influence considérablement l'adaptabilité des travailleurs et leur volonté d'accepter les changements introduits par la ZLECAf.

Comblant le déficit de sensibilisation nécessite des interventions stratégiques. La recherche plaide en faveur de campagnes éducatives ciblées et de programmes de renforcement des capacités adaptés aux besoins des travailleurs africains¹⁰. Ces initiatives jouent un rôle central dans l'amélioration de la compréhension des implications de la ZLECAf sur leurs moyens de subsistance. En diffusant des informations pertinentes, en clarifiant les concepts liés au commerce et en favorisant un environnement propice à l'acquisition de connaissances, ces programmes renforcent la préparation des travailleurs à s'engager et à bénéficier de la ZLECAf.

Assurer une sensibilisation et une compréhension globales nécessite un effort concerté en faveur d'une diffusion inclusive de l'information. Au-delà

8 Karingi, S., Oulmane, N., Lang, R. et Sadni Jallab, M. (2019). Évaluation de l'impact de la ZLECAf sur le commerce de l'Afrique. Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/afecta_report_eng_final_web.pdf

9 Nkamleu, GB et Kuunsi, L. (2020). Implications économiques et sociales de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) sur les pays africains : une analyse d'équilibre général calculable (EGC). *Journal du commerce africain*, 7(1-2), 89-107.

10 Nkamleu, GB et Kuunsi, L. (2020). Implications économiques et sociales de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) sur les pays africains : une analyse d'équilibre général calculable (EGC). *Journal du commerce africain*, 7(1-2), 89-107.

de l'éducation formelle, la création de plateformes permettant un partage d'informations accessibles et complets devient impérative. L'accès équitable à l'information responsabilise les travailleurs de divers horizons et secteurs éducatifs, favorisant ainsi une main-d'œuvre plus inclusive et informée, capable de tirer parti des opportunités présentées par la ZLECAf ¹¹.

L'éventail des connaissances autour de la ZLECAf parmi les travailleurs africains souligne l'importance de la diffusion des connaissances et de la compréhension des politiques commerciales. Comblant le fossé de sensibilisation grâce à des campagnes éducatives ciblées, des initiatives de renforcement des capacités et une diffusion inclusive d'informations améliore non seulement la préparation des travailleurs, mais leur donne également les moyens d'exploiter le potentiel de transformation de la ZLECAf pour leurs moyens de subsistance. En fin de compte, les travailleurs informés sont prêts à s'adapter à l'évolution de la dynamique commerciale et à contribuer de manière significative au progrès économique du continent dans le cadre de la ZLECAf.

3.2 Difficultés rencontrées par les travailleurs africains dans le contexte de la ZLECAf

3.2.1 Dynamique de l'emploi et suppression d'emplois

La mise en œuvre de la ZLECAf introduit des complexités dans la dynamique de l'emploi dans les pays africains. Même si l'accord présente des opportunités de création d'emplois, il suscite également des inquiétudes quant à un éventuel déplacement d'emplois dans des secteurs moins compétitifs. Le rapport du Groupe de la Banque africaine de développement identifie ¹²des secteurs tels que l'agriculture, le textile et l'industrie manufacturière peu qualifiée qui pourraient être confrontés à des défis en raison de la concurrence accrue d'autres pays africains. Des journaux réputés comme *The Economist* et *The Financial Times* mettent en lumière des cas de suppression d'emplois dans des régions spécifiques. Par exemple, le secteur manufacturier nigérian, qui emploie une part importante de la main-d'œuvre, pourrait avoir du mal à rivaliser avec les industries plus établies des pays voisins ¹³.

11 Karingi, S., Oulmane, N., Lang, R. et Sadni Jallab, M. (2019). Évaluation de l'impact de la ZLECAf sur le commerce de l'Afrique. Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/afcfta_report_eng_final_web.pdf

12 Groupe de la Banque africaine de développement. (2020). La zone de libre-échange continentale africaine : implications économiques et distributives pour l'Afrique orientale et australe.

13 *L'économiste*. (2021, 6 février). «Des pertes d'emplois redoutées alors que le libre-échange africain débute.» *L'économiste*. <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2021/02/06/job-losses-feared-as-african-free-trade-begins>

3.2.2 Intégration du secteur informel et obstacles réglementaires

Une proportion importante de travailleurs africains opère dans le secteur informel, ce qui constitue un défi important pour l'intégration de ce segment dans **l'économie formelle dans le cadre de la ZLECAf**. Le manque de formalisation, l'accès limité aux ressources et les obstacles réglementaires constituent des obstacles à leur intégration harmonieuse. Les études de Mkenda ¹⁴et les articles d'opinion du New York Times mettent l'accent sur le sort des travailleurs informels, soulignant la nécessité de politiques adaptées pour intégrer et soutenir ce secteur dans les cadres de la ZLECAf.

3.2.3 Disparités entre les sexes et inclusion

Les disparités entre les sexes persistent dans le cadre de la ZLECAf, reflétant les défis plus larges auxquels sont confrontées les femmes dans les activités liées au commerce à travers le continent. Selon les données de l'Organisation internationale du travail (OIT), les femmes d'Afrique subsaharienne sont représentées de manière disproportionnée dans **l'économie formelle**. **Les chercheurs soulignent également assez fréquemment** l'importance de lutter contre les disparités entre les sexes au sein de la ZLECAf pour garantir une participation équitable et un accès aux opportunités pour les femmes.

3.2.4 Statistiques reflétant les défis dans certains pays africains

Nigeria – En tant que pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria est confronté à des défis pour protéger son secteur manufacturier. Le Financial Times a signalé une baisse de l'emploi dans l'industrie textile du pays en raison de la concurrence des importations moins chères après la mise en œuvre de la ZLECAf ¹⁵.

Ghana – Au Ghana, des inquiétudes surgissent quant à l'intégration du secteur informel. Le Daily Graphic a souligné les difficultés des commerçants informels à adhérer aux réglementations commerciales formelles, ce qui entrave leur participation à l'économie formelle ¹⁶.

Kenya – Une étude de l'Institut kenyan de recherche et d'analyse des politiques publiques (KIPPRA) a fait part de ses inquiétudes quant aux pertes d'emplois potentielles dans le secteur manufacturier en raison de la concurrence accrue après la ZLECAf.

14 Mkenda, B. (2021). « La ZLECAf et l'économie informelle en Afrique : défis et perspectives ». Consortium de recherche économique en Afrique.

15 Temps Financier. (17 mars 2021). Le Nigeria craint des pertes d'emplois à mesure que l'accord de libre-échange prend son envol. Temps Financier. <https://www.ft.com/content/50a302d6-b29e-49e8-ae50-8ef57243e8a5>

16 Graphique quotidien. (2021, 10 juillet). Les commerçants informels ont du mal à respecter les normes de la ZLECAf. Graphique quotidien. <https://www.graphic.com.gh/news/general-news/informal-traders-struggle-to-meet-afcfta-s-standards.html>

3.3 Potentiel Et Opportunités Pour Les Travailleurs Africains Au Sein De La Zlecaf

3.3.1 Émancipation économique

La ZLECAf est sur le point de devenir un catalyseur de l'autonomisation économique en Afrique, offrant des perspectives prometteuses à la main-d'œuvre du continent. Adeyemi et coll. ¹⁷soulignent le potentiel de transformation de la ZLECAf en stimulant la croissance économique, en créant des opportunités d'emploi et en favorisant le développement des compétences. La création d'un marché unique par l'accord améliore les perspectives d'augmentation des volumes d'échanges et des activités commerciales qui, si elles sont exploitées efficacement par des politiques et des interventions ciblées, pourraient augmenter considérablement la main-d'œuvre.

3.3.2 Inclusivité et égalité des genres

La promotion de l'inclusion et de l'égalité des sexes est essentielle dans le cadre de la ZLECAf pour garantir des opportunités équitables à tous les segments de la population, en particulier aux femmes. Le Groupe de la Banque mondiale ¹⁸souligne l'importance de lutter contre les disparités entre les sexes et de favoriser l'inclusion dans les politiques commerciales afin d'autonomiser les femmes sur le marché du travail. Des politiques sensibles au genre sont impératives pour combler l'écart entre les sexes et atténuer les obstacles qui entravent la participation des femmes aux activités liées au commerce.

Une étude effectuée par Oulmane et Sadni Jallab ¹⁹donne un aperçu des impacts potentiels de la ZLECAf sur l'égalité des sexes, suggérant que l'accord pourrait conduire à une participation accrue des femmes au marché du travail et contribuer à réduire l'écart salarial entre les sexes dans les pays africains. Ces résultats soulignent la nécessité de politiques qui non seulement favorisent l'inclusion du genre, mais qui exploitent également le potentiel économique d'une main-d'œuvre féminine autonome.

3.3.3 Opportunités dans des secteurs spécifiques : Agriculture

La ZLECAf présente des opportunités pour le secteur agricole, une source importante d'emplois en Afrique. Une étude de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ²⁰souligne le potentiel d'augmentation de la productivité agricole, de la valeur ajoutée et de l'accès aux marchés dans le cadre de la ZLECAf. La suppression des barrières commerciales pourrait conduire à une expansion des marchés et à une demande accrue de produits

17 Adeyemi, O., Anyanwu, J., Okeahlam, C. et Mnisi, S. (2020). Zone de libre-échange continentale africaine : opportunités et défis. Groupe de la Banque africaine de développement.

18 Groupe de la Banque mondiale. (2020). Promouvoir l'égalité des sexes dans le contexte de la ZLECAf : implications politiques.

19 Oulmane, N., et Sadni Jallab, M. (2019). La Zone de libre-échange continentale africaine : impacts et défis économiques potentiels. Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

20 Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. (2021). Libérer tout le potentiel de l'agriculture dans le cadre de la ZLECAf.

agricoles, créant ainsi des opportunités d'emploi et améliorant les moyens de subsistance, en particulier dans les zones rurales.

3.3.4 Fabrication et développement industriel

Le secteur manufacturier, essentiel à la diversification économique et à la création d'emplois, devrait bénéficier de la ZLECAf. Le Groupe de la Banque africaine de développement ²¹discute du potentiel de développement industriel et d'augmentation des activités manufacturières facilités par la ZLECAf. Cependant, le rapport souligne également l'importance de relever les défis liés aux infrastructures et de renforcer la compétitivité afin de maximiser le potentiel du secteur en matière de création d'emplois et de croissance économique.

21 Groupe de la Banque africaine de développement. (2020). La zone de libre-échange continentale africaine : implications économiques et distributives pour l'Afrique orientale et australe.

4. Méthodologie

Le sondage mené dans le cadre de cette étude a utilisé un questionnaire semi-structuré, administré à un échantillon diversifié de travailleurs africains, représentant divers secteurs, niveaux d'éducation et régions géographiques. La collecte de données a utilisé des méthodes en ligne et hors ligne. L'étude a adopté plusieurs approches essentielles pour atteindre ses objectifs:

Étape 1 : Revue de la littérature / Revue documentaire

Une revue complète de la littérature a été réalisée pour faciliter une compréhension approfondie des connaissances et des idées existantes liées à la ZLECAf, aux questions de travail et aux accords commerciaux en Afrique. Diverses sources, notamment des articles universitaires pertinents, des rapports, des publications gouvernementales et des données secondaires, ont été identifiées et méticuleusement examinées conformément aux objectifs de l'étude. Plus précisément, l'examen comprenait des documents de la ZLECAf tels que « Une nouvelle ère pour le commerce et l'investissement mondiaux en Afrique 2023 », la « Stratégie d'engagement du secteur privé de la ZLECAf, 2022-2032 » du Secrétariat de la ZLECAf, « L'agriculture dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine 2022 » du Réseau juridique africain. », Accord de la ZLECAf, documents de mise en œuvre de la ZLECAf (protocoles, annexes et décisions), rapports d'avancement de la ZLECAf, politiques et stratégies commerciales nationales, documents de l'Union africaine (UA), études de cas sur la mise en œuvre de la ZLECAf, rapports de l'Organisation mondiale du commerce, entre autres.

Étape 2 : Élaboration du questionnaire

Au cours de cette phase, un questionnaire semi-structuré a été élaboré pour s'aligner sur les objectifs de l'étude. Des ajustements ont été apportés, notamment l'ajout de deux questions démographiques et la modification de certaines questions pour permettre des réponses multiples. Le questionnaire comprenait des questions fermées et des questions à réponses multiples avec des options prédéfinies garantissant simplicité, clarté, concision et sensibilité culturelle. Pour garantir l'inclusivité, le questionnaire a été traduit dans les principales langues comme le français, l'espagnol et le portugais afin de faciliter la participation de tous les États membres d'Afrique et de surmonter les barrières linguistiques lors des sessions de collecte de données. Les sections du questionnaire couvraient la démographie, la sensibilisation et les connaissances sur la ZLECAf, les perceptions et les préoccupations concernant le traité, l'accent mis sur le genre et la jeunesse, l'impact de la ZLECAf sur la croissance de l'Afrique et sa pertinence pour les travailleurs ordinaires, la popularité et la sensibilisation, les gagnants et les perdants de la ZLECAf, ainsi que la facilitation des échanges et la libre circulation.

Étape 3 : Stratégie d'échantillonnage

La population cible était composée de travailleurs africains issus de divers secteurs, formations et régions de plusieurs pays du continent. Cela comprenait des travailleurs des secteurs formels et informels au sein des États membres de la ZLECAf. L'approche d'échantillonnage a utilisé un échantillonnage de commodité en mettant l'accent sur une méthode de sélection représentative. La méthode d'échantillonnage de commodité convient pour échantillonner des participants disposés, prêts et disponibles ²² à remplir un questionnaire. Basée sur la recommandation de Roscoe de 1975 ²³ dans la littérature, l'enquête visait à inclure entre 30 et plus de 500 échantillons pour l'enquête quantitative. Conformément à ces lignes directrices, l'enquête a recueilli des données auprès de 2 896 participants dans cinq régions : Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Afrique du Nord, Afrique australe et Afrique centrale. La classification des États membres en régions a facilité l'analyse croisée, donnant un aperçu des niveaux de sensibilisation et de connaissances à travers le continent.

Étape 4 : Collecte de données

La collecte de données impliquait l'administration d'un questionnaire aux travailleurs formels et informels des 47 États parties à la ZLECAf. L'enquête a utilisé le logiciel sous licence Kobo Toolbox pour la collecte de données, en donnant la priorité aux considérations éthiques, à la confidentialité et à la vie privée des personnes interrogées tout au long du processus.

Étape 5 : Analyse des données

Les données collectées ont été analysées à l'aide d'un logiciel statistique, notamment Excel, pour générer des diagrammes circulaires et des graphiques illustrant les données démographiques, les niveaux de sensibilisation, les préoccupations et les perceptions des participants. En outre, le logiciel Statistical Package for Social Sciences (SPSS) a été utilisé pour effectuer une analyse statistique non inférentielle, en particulier le test du chi carré, afin d'examiner la relation entre la sensibilisation des participants et leur connaissance de la ZLECAf dans les régions étudiées.

Étape 6 : Compilation du rapport

Les résultats de l'enquête ont été compilés dans un rapport complet, comprenant un résumé, une méthodologie, une revue de la littérature, les résultats de l'enquête présentés sous forme de tableaux, de graphiques et de graphiques, ainsi que des recommandations et des conclusions. Des représentations visuelles telles que des tableaux et des graphiques ont été utilisées pour transmettre efficacement les principales conclusions.

²² Creswell, JW et Plano Clark, VL, 2011. Conception et conduite de recherches sur des méthodes mixtes. Los Angeles (2e) : Sauge.

²³ Roscoe, JT (1975). Statistiques de recherche fondamentales pour les sciences du comportement (Deuxième éd.). New York : Holt Rinehart et Winston.

5. Statistiques Descriptives

5.1 Données démographiques

La section démographique, représentée dans les figures 1 à 5, met en évidence les caractéristiques des participants. Parmi les 2 896 participants volontaires à l'enquête, 68 % étaient des hommes, 28,9 % appartenait à la tranche d'âge des 21-30 ans, 33,9 % étaient titulaires d'un diplôme, 61,7 % travaillaient dans le secteur formel et 26,2 % vivaient et travaillaient actuellement en Afrique.

Figure 1 : Sexe des participants

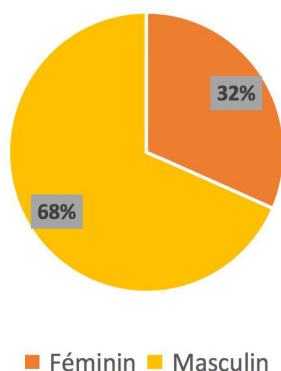


Figure 2 : Tranches d'âge des personnes interrogées

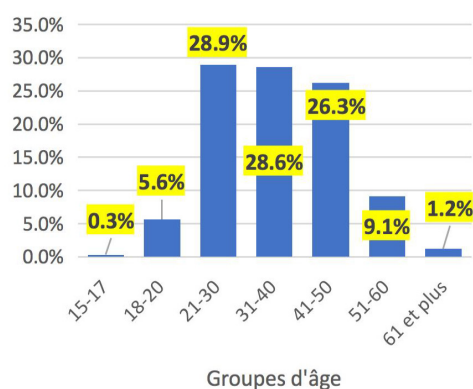


Figure 3 : Formation

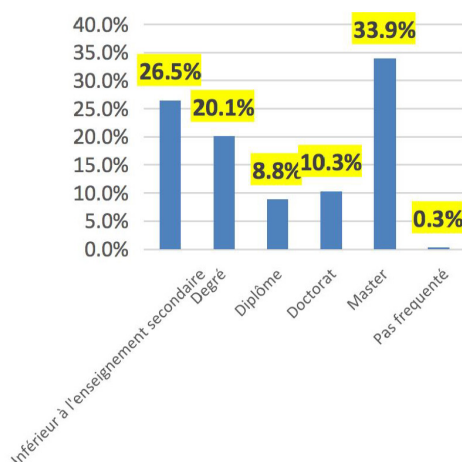


Figure 4 : À quel secteur appartenez-vous ?

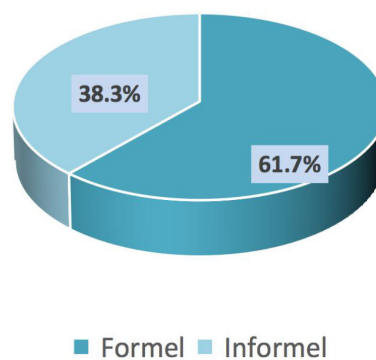
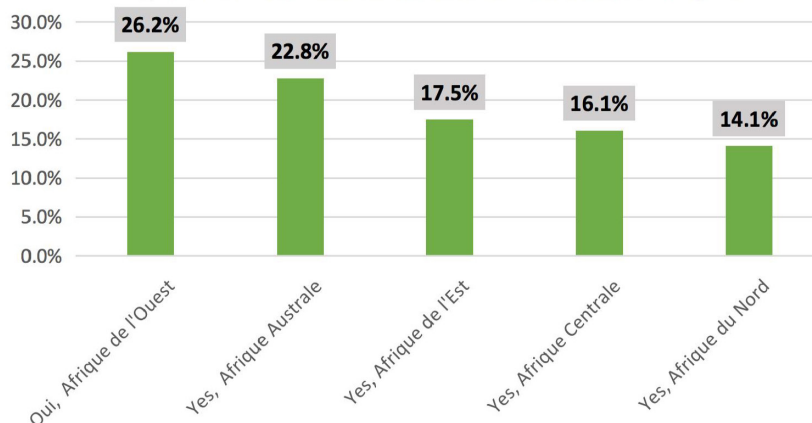


Figure 5 : Vivez-vous et travaillez-vous actuellement en Afrique ?



5.2 Conscience Et Connaissance

Cette section aborde les niveaux de sensibilisation des participants, leur évaluation de leurs connaissances sur la ZLECAf et l'endroit où ils ont rencontré pour la première fois des informations sur la ZLECAf. Selon la figure 6, 78,8 % des participants ont affirmé avoir connaissance de la ZLECAf. Cependant, 60,4 % ont jugé faible leur niveau de connaissances sur la ZLECAf, et 25,7 % ont indiqué avoir entendu parler de la ZLECAf pour la première fois lors d'émissions télévisées dans leurs pays respectifs

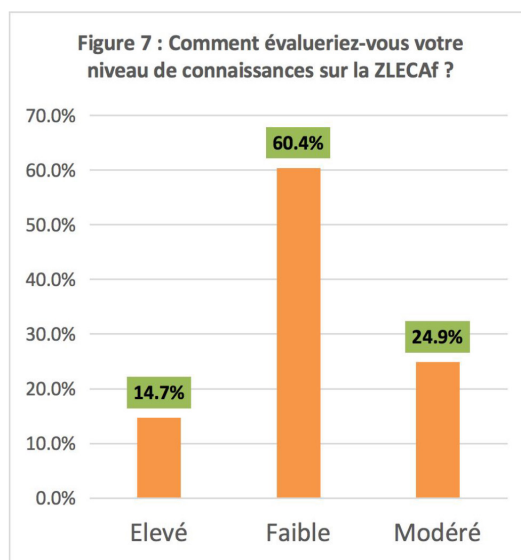
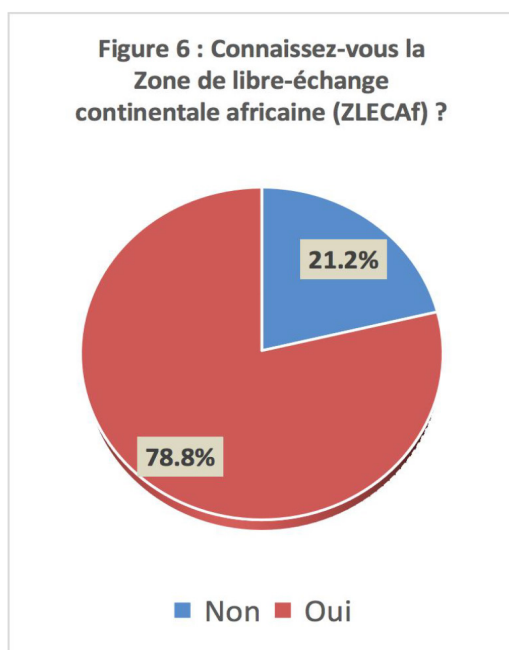
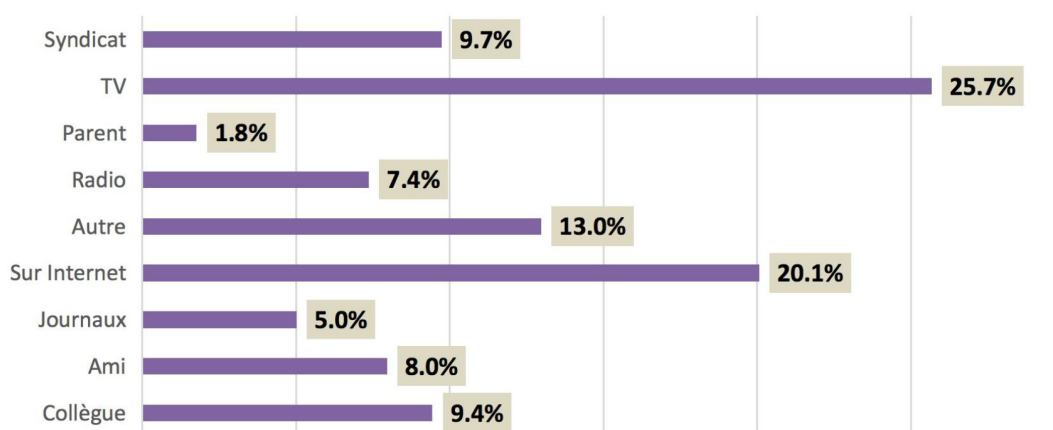


Figure 7 : Où avez-vous entendu parler pour la première fois de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ?



5.3 Préoccupations Et Perceptions

Les participants ont également donné un aperçu de leurs préoccupations et de leurs perceptions concernant l'impact de la ZLECAf sur leur travail ou leurs moyens de subsistance, ses avantages potentiels pour les travailleurs africains et leur volonté d'encourager les autres à l'adopter. Notamment, 45,1% ont déclaré n'avoir aucune préoccupation concernant la ZLECAf par

rapport à leur travail. La figure 9 montre que 67,6% des participants ont une perception positive des avantages potentiels de la ZLECAf pour les travailleurs en Afrique, tandis qu'une écrasante majorité de 82% ont exprimé leur volonté d'encourager les autres à l'adopter (Figure 10).

Figure 8 : Avez-vous des inquiétudes concernant la ZLECAf en ce qui concerne votre travail ou vos moyens de subsistance ?

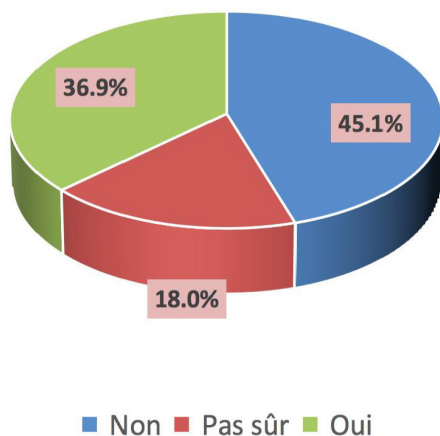


Figure 9 : Comment percevez-vous les avantages potentiels de la ZLECAf pour les travailleurs en Afrique ?

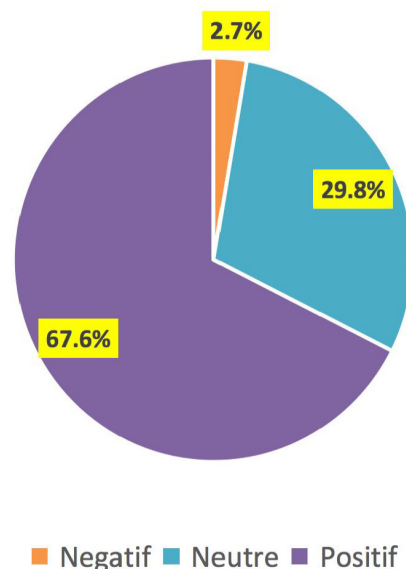
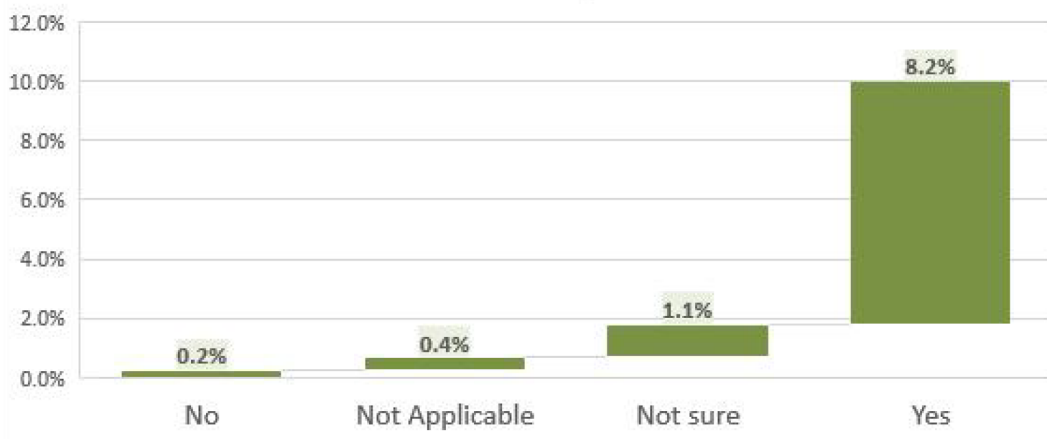


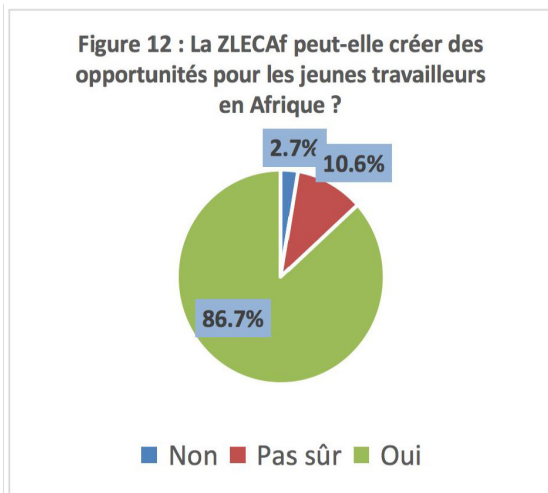
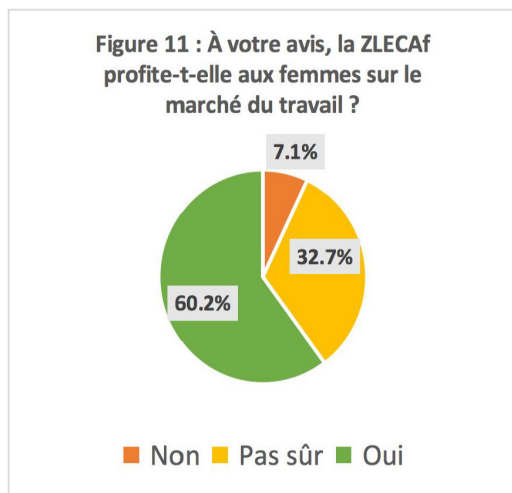
Figure 10 : Compte tenu de vos préoccupations et de vos perceptions, encourageriez-vous les autres à l'adopter ?



No= Non; Not Applicable= Non applicable ; Not sure = Pas sûr; Yes = Oui

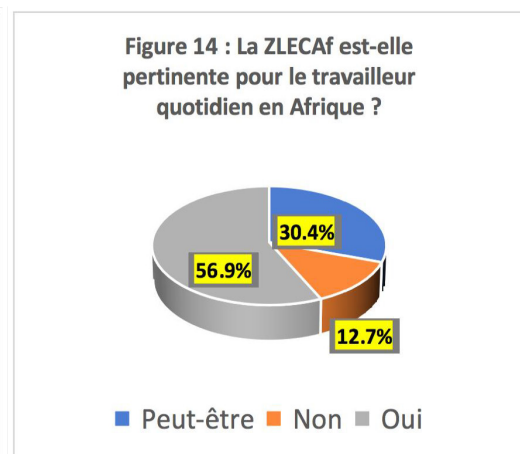
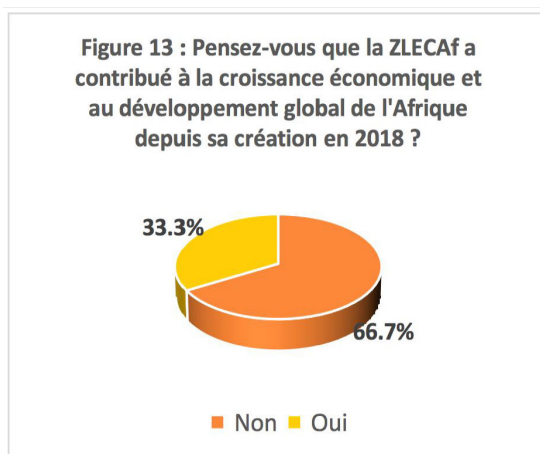
5.4 Focus Sur Le Genre Et La Jeunesse

Cette enquête a examiné les rôles du genre et des jeunes dans la participation à la ZLECAf. Les questions visaient à évaluer si la ZLECAf profite aux femmes sur le marché du travail et si elle crée des opportunités pour les jeunes travailleurs africains. Les résultats illustrent les points de vue des participants, avec 60,2 % d'entre eux estimant que la ZLECAf bénéficiera aux femmes sur le marché du travail et un nombre important de 86,7 % exprimant que la ZLECAf peut créer des opportunités pour les jeunes travailleurs en Afrique, comme le montrent respectivement les Figures 11 et 12.



5.5 Contribution De La Zlecaf À La Croissance De L'afrique Et Sa Pertinence Pour Les Travailleurs Ordinaires

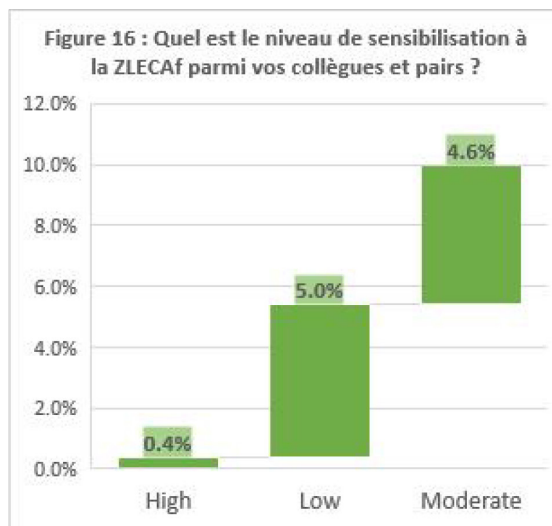
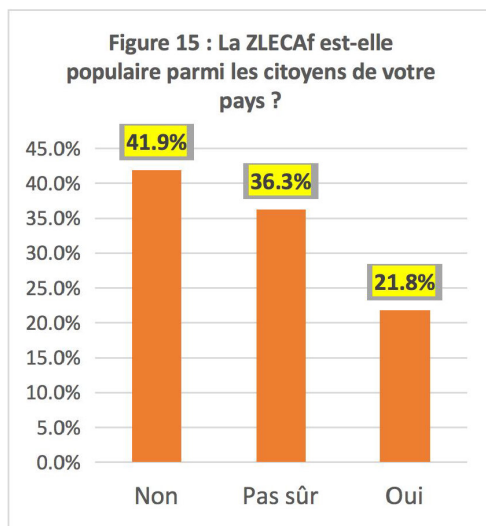
The extent to which AfCFTA can contribute to Africa's growth was examined in La mesure dans laquelle la ZLECAf peut contribuer à la croissance de l'Afrique a été examinée en termes de croissance économique et de développement global depuis sa création en 2018. La pertinence de la ZLECAf pour les travailleurs africains ordinaires a également été évaluée. Comme le montre la figure 13, une majorité des participants (66,7%) ont exprimé leur incrédulité quant au fait que la ZLECAf ait contribué à la croissance économique et au développement global de l'Afrique depuis sa création. Concernant sa pertinence pour le travailleur quotidien en Afrique, 56,9% des participants ont indiqué une possibilité (peut-être), suggérant que la ZLECAf pourrait avoir un certain niveau de pertinence.



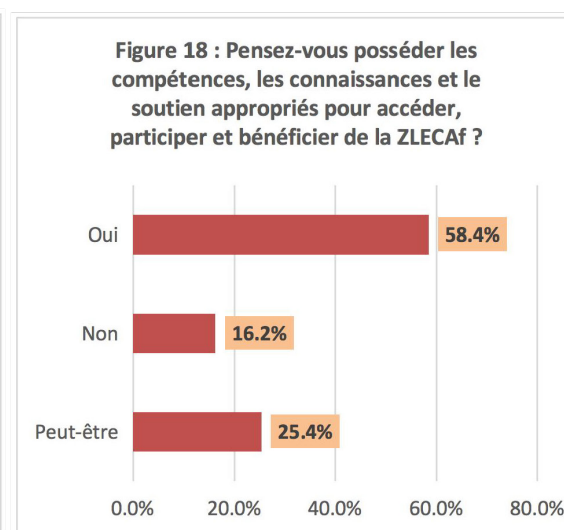
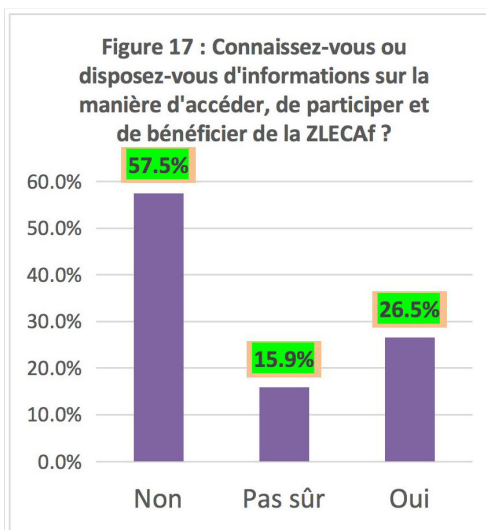
5.6 Popularité Et Notoriété Parmi Les Pairs

Les figures 15 à 19 de l'enquête ont mis en lumière la popularité et la notoriété de la ZLECAf parmi les collègues et pairs des participants, l'accès aux informations sur la participation et les avantages de la ZLECAf, ainsi que la possession des compétences et connaissances requises. L'enquête a révélé que 41,9 % des personnes interrogées ont déclaré que la ZLECAf n'était

pas populaire parmi les citoyens de leurs pays respectifs. De plus, 50,1 % estiment que le niveau de sensibilisation à la ZLECAf parmi leurs collègues et pairs est faible (comme l'indique la figure 16). La figure 17 démontre que 57,5 % des personnes interrogées manquaient d'informations sur l'accès, la participation et les bénéfices de la ZLECAf. Cependant, la Figure 18 souligne que 58,4% estiment posséder les compétences, les connaissances et le soutien nécessaires pour s'engager et bénéficier de la ZLECAf.



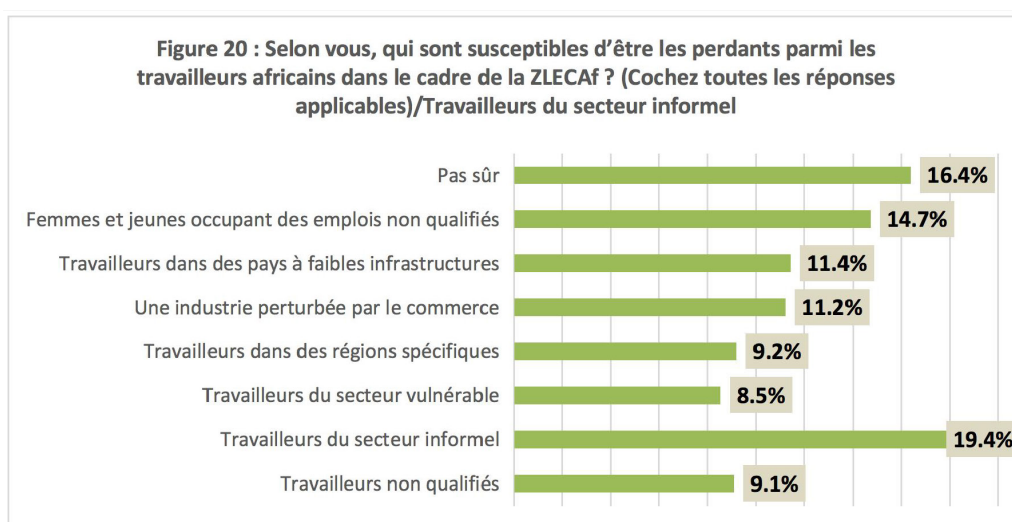
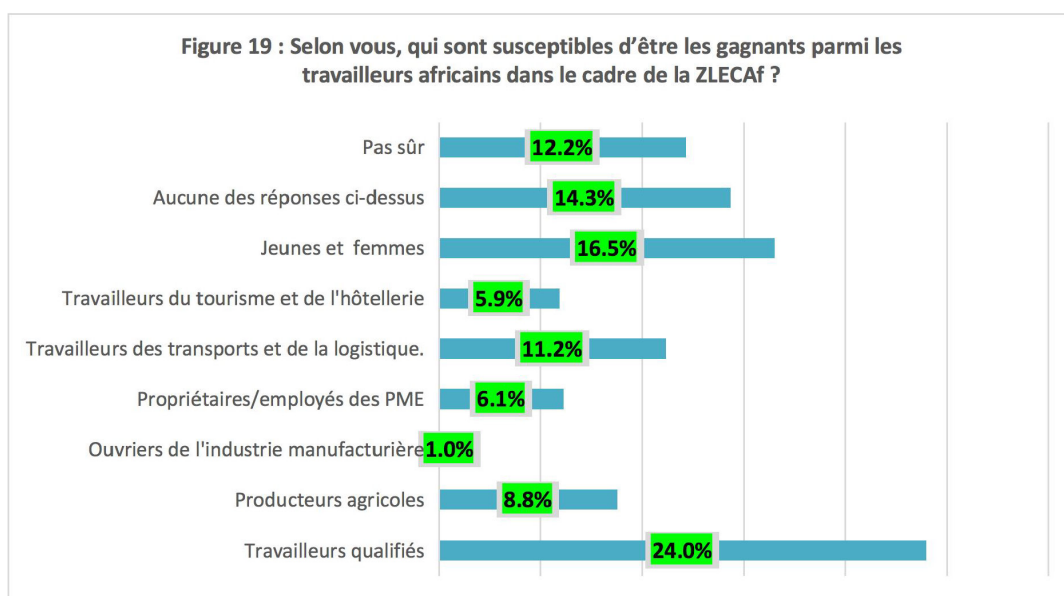
High = Elevé ; Low= Faible ; Moderate = Modéré



5.7 Gagnants et Perdants

Ce segment se penche sur les bénéficiaires et ceux qui sont affectés par la ZLECAf. L'enquête utilisait des questions à réponses multiples, permettant aux participants de sélectionner plusieurs réponses traitant des avantages de la ZLECAf. Cette méthode permet de classer la fréquence ou de prendre en compte les trois principaux facteurs choisis par les participants. Selon la figure 19, les trois principaux gagnants du protocole commercial sont les travailleurs qualifiés (24,0%), suivis des jeunes et des femmes (16,5%) et des travailleurs des transports et de la logistique. Même si " aucune des

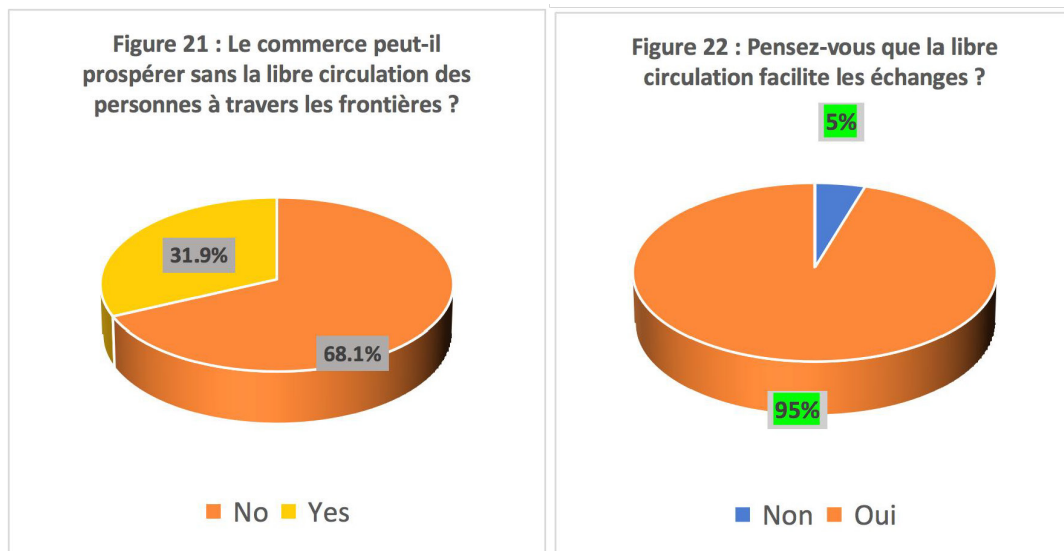
réponses ci-dessus” et “ pas sûr” ont obtenu des scores relativement élevés, ils ne sont pas désignés comme gagnants ; par conséquent, le gagnant suivant a été considéré pour la troisième position. En revanche, parmi les perdants parmi les travailleurs africains, les personnes interrogées ont identifié trois catégories : les travailleurs du secteur informel (19,4 %), les femmes et les jeunes occupant des emplois non qualifiés (14,7 %) et les travailleurs des pays aux infrastructures faibles (11,4 %). Bien que “ pas sûr ” ait enregistré 14,7%, cela ne représente pas un type spécifique de travailleur mais reflète plutôt l’incertitude ou l’opinion des personnes interrogées..



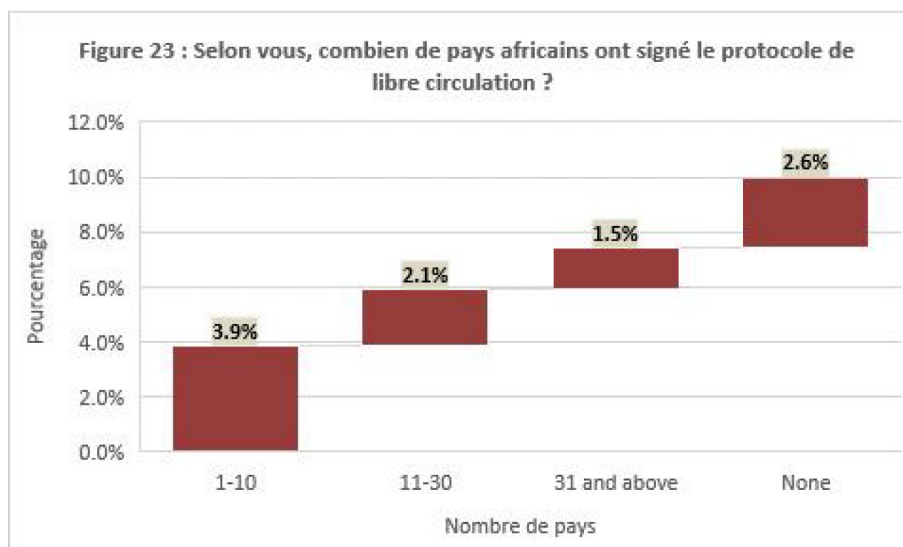
5.8 Faciliter Le Commerce Et La Libre Circulation

This section explores how trade can thrive without the free movement. Cette section explore comment le commerce peut prospérer sans la libre circulation des personnes à travers les frontières dans le cadre de la ZLECAf, le rôle de la libre circulation dans la facilitation du commerce et la connaissance des participants du nombre de pays africains qui ont signé le protocole de libre circulation. Selon la figure 21, 68,1% des participants ont indiqué que le

commerce peut prospérer sans la libre circulation des personnes à travers les frontières. En outre, 95% des sondés estiment que la libre circulation facilite les échanges commerciaux. De plus, 38,6% des personnes interrogées ont déclaré avoir entendu dire qu'un à dix pays d'Afrique avaient signé le protocole de libre circulation.



No = Non ; Yes= Oui



5.9 Analyse Par Tableaux Croisés

L'enquête a mené une analyse croisée pour comprendre la répartition des fréquences dans les cinq régions africaines (Figure 5) et leurs niveaux respectifs de sensibilisation et de connaissances sur la ZLECAf. De plus, l'analyse du chi carré a été utilisée pour déterminer les associations significatives entre les variables d'enquête sélectionnées. Les résultats sont détaillés dans les tableaux ci-dessous. En ce qui concerne la sensibilisation à la ZLECAf parmi les pays africains, les résultats ont révélé que 31,3 % des participants d'Afrique centrale ont répondu négativement, tandis que 22,8 % des personnes interrogées d'Afrique australe ont indiqué qu'ils connaissaient

les protocoles de la ZLECAf. Les résultats statistiques non inférentiels s'alignent sur les résultats du chi carré de Pearson, indiquant une association significative [$\chi^2=363,815$, $df=5$, $p<0,001$] entre les participants résidant et travaillant dans des pays africains et leur niveau de sensibilisation. Dans le tableau 2, les évaluations ont montré que 26,0 % des participants en Afrique australe ont évalué leur connaissance de la ZLECAf comme étant élevée, 27,8 % l'indiquant comme « faible » et 27,8 % l'évaluant comme « modérée » en Afrique centrale. Statistiquement, cela indique une association significative [$\chi^2=354,942$, $df=5$, $p<0,05$] entre les participants vivant et travaillant dans les pays africains et leur niveau de connaissance de la ZLECAf. Le tableau 3 présente les réponses des pays africains concernant la création d'opportunités par la ZLECAf pour les jeunes travailleurs en Afrique, avec 24,4 % en Afrique de l'Ouest, 22,1 % en Afrique de l'Est et 32,4 % en Afrique centrale, illustrant les réponses régionales. En outre, le tableau 4 présente des fréquences de 24,9 % pour les personnes interrogées de l'Afrique de l'Ouest, de 34,7 % pour l'Afrique centrale et de 23,5 % pour les personnes interrogées de l'Afrique australe. Cela implique que la région de l'Afrique de l'Ouest présente le pourcentage de sensibilisation à la ZLECAf le plus élevé parmi ses collègues et pairs. Le test du chi carré a indiqué une association significative [$\chi^2=352,089$, $df=10$, $p<0,001$] entre les participants résidant et travaillant dans des pays africains et le niveau de sensibilisation à la ZLECAf parmi leurs collègues et pairs

Tableau 1 : Pays africains et niveau de sensibilisation des participants à la ZLECAf

| Question | | Vivez-vous et travaillez-vous actuellement en Afrique ? | | | | |
|--|-----|---|------------------|-----------------|--------------------|----------------|
| | | Afrique centrale | Afrique de l'Est | Afrique du Nord | Afrique de l'Ouest | Afrique du sud |
| Connaissez-vous la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ? | Non | 32,0% | 24,2% | 2,4% | 22,2% | 19,2% |
| | Oui | 11,92% | 21,8% | 21,6% | 21,7% | 22,8% |
| <i>Valeur P = 363,815, df = 5, p = 0,001</i> | | | | | | |

Source : Enquête de la CSI-Afrique, novembre 2023

Tableau 2 : Pays africains et niveau de notation des connaissances de la ZLECAf

| Question | | Vivez-vous et travaillez-vous actuellement en Afrique ? | | | | |
|---|--------|---|------------------|-----------------|--------------------|----------------|
| | | Afrique centrale | Afrique de l'Est | Afrique du Nord | Afrique de l'Ouest | Afrique du sud |
| Comment évalueriez-vous votre niveau de connaissances sur la ZLECAf ? | Elevé | 12,9% | 24,0% | 22,0% | 24,0% | 26,0% |
| | Faible | 29,6% | 18,8% | 18,7% | 16,8% | 16,0% |
| | Modéré | 23,0% | 19,8% | 19,8% | 19,9% | 17,5% |
| <i>Valeur P = 354,942, df = 5, p = 0,05</i> | | | | | | |

Source : Enquête de la CSI-Afrique, novembre 2023

Tableau 3 : Pays africains et niveau de connaissance de la ZLECAf parmi vos collègues et pairs

| Question | | Vivez-vous et travaillez-vous actuellement en Afrique ? | | | | |
|--|---------------|---|------------------|-----------------|--------------------|----------------|
| | | Afrique centrale | Afrique de l'Est | Afrique du Nord | Afrique de l'Ouest | Afrique du sud |
| Quel est le niveau de sensibilisation à la ZLECAf parmi vos collègues et pairs ? | <i>Elevé</i> | 14,9% | 20,1% | 18,7% | 24,9% | 21,4% |
| | <i>Faible</i> | 34,7% | 18,2% | 14,8% | 15,8% | 16,5% |
| | <i>Modéré</i> | 21,2% | 21,6% | 11,9% | 20,8% | 23,5% |
| <i>Valeur P = 352,089, df = 10, p = 0,001</i> | | | | | | |

Source : Enquête CSI-Afrique, novembre 2023

Tableau 4 : Pays africains et ZLECAf, création d'opportunités pour les jeunes travailleurs en Afrique

| Question | | Vivez-vous et travaillez-vous actuellement en Afrique ? | | | | |
|--|--------------------|---|-------------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------|
| | | <i>Afrique centrale</i> | <i>Afrique de l'Est</i> | <i>Afrique du Nord</i> | <i>Afrique de l'Ouest</i> | <i>Afrique du sud</i> |
| La ZLECAf peut-elle créer des opportunités pour les jeunes travailleurs en Afrique ? | <i>Non</i> | 12,1% | 22,2% | 21,3% | 24,4% | 19,9% |
| | <i>Pas certain</i> | 10,6% | 22,16% | 22,6% | 20,6% | 22,8% |
| | <i>Oui</i> | 36,5% | 18,8% | 11,0% | 18,9% | 15,8% |
| <i>Valeur P = 371,819, df = 10, p = 0,001</i> | | | | | | |

Source : Enquête CSI-Afrique, novembre 2023

5.10 Proposition D'indice De Sensibilisation Et De Connaissances Sur La Zlecaf

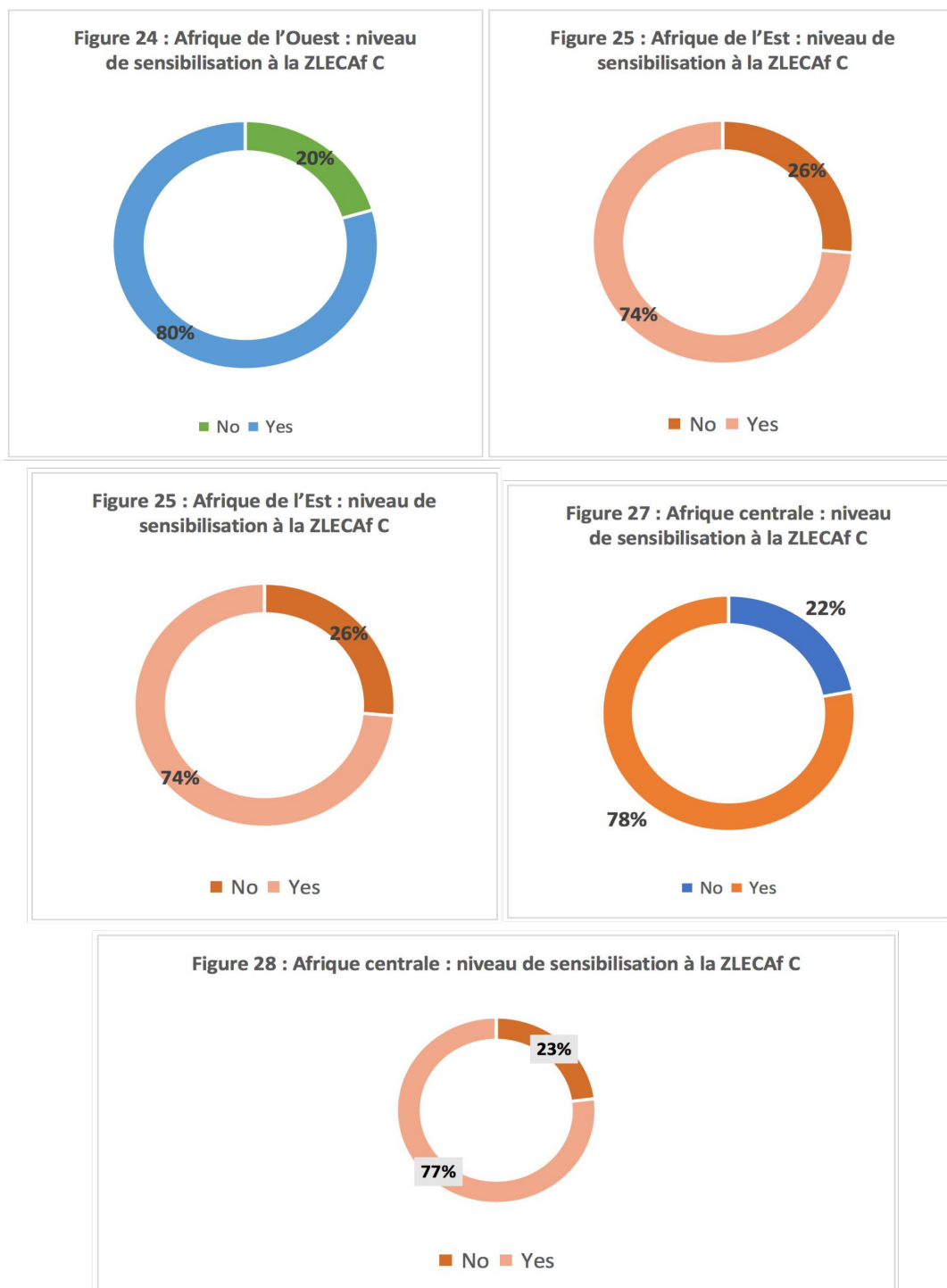
Les résultats de l'enquête ont proposé l'élaboration d'un indice de niveau de sensibilisation et d'un indice de connaissances sur la ZLECAf. Les moyennes des pourcentages ont été calculées respectivement pour la sensibilisation et la connaissance de la ZLECAf. La moyenne des pourcentages de sensibilisation a enregistré 77% [Élevé] soit 0,77 en décimal et 87% ont indiqué avoir de faibles connaissances soit 0,87. Au total, les chiffres 24 à 28 montrent une connaissance « élevée » de la ZLECAf dans toutes les régions, tandis que les chiffres 29 à 33 montrent une connaissance « faible » de la ZLECAf.

L'indice proposé sera interprété de la manière suivante:

- Bande 1 – 0 à 50 % représente “ pauvre ”;
- Bande 2 - 51-50 % “ passable ”;
- Bande 3 : 71 à 80 % “ satisfaisant ”;
- Bande 4 - 81-90 % “ très bon ” ; et
- Bande 5 - 91-100 “ excellent ”.

Sur la base de l'interprétation des données, le score moyen de connaissance de la ZLECAf était de 12,6%, soit **la Bande 1** - 0 à 50%, indiquant qu'il y a une mauvaise connaissance de la ZLECAf dans toutes les régions d'Afrique. En outre, le pourcentage moyen de sensibilisation a enregistré 77%, ce qui est interprété comme une sensibilisation satisfaisante (**Bande 3**) parmi les travailleurs africains du continent.

Niveau de sensibilisation



No = Non ; Yes= Oui

Figure 29 : Afrique de l'Ouest : Connaissances sur la ZLECAf C

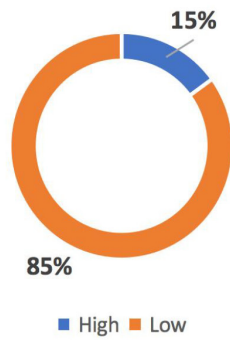


Figure 30 : Afrique de l'Est : Connaissances sur la ZLECAf C

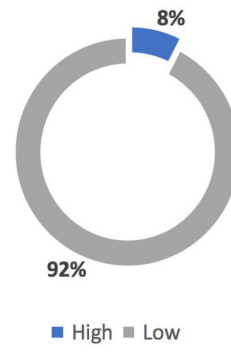


Figure 31 : Afrique du Sud : Connaissances sur la ZLECAf C

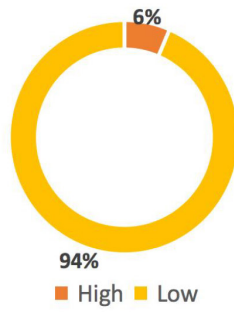


Figure 32 : Afrique centrale : Connaissances sur la ZLECAf C

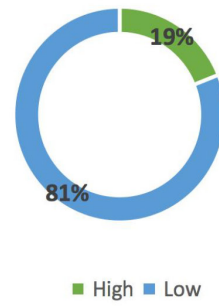
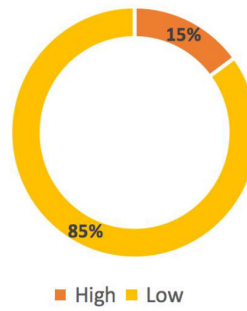


Figure 33 : Afrique du Nord : Connaissances sur la ZLECAf C



High = Elevé ; Low= Faible

6. Conclusion

Ce projet a étudié la sensibilisation, les connaissances et les défis de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour les travailleurs africains. La conclusion des résultats correspond aux objectifs spécifiques de l'enquête.

6.1 Évaluation De La Sensibilisation Et De La Compréhension

Conformément au premier objectif du projet, les résultats ont révélé qu'une majorité significative, représentant 78,8% des participants, connaissent l'accord commercial. Cependant, 60,4% des personnes interrogées ont jugé faibles leurs connaissances de la ZLECAf. Ce résultat pourrait provenir d'un manque de connaissances spécifiques dans des domaines tels que le commerce de biens et de services, les procédures d'import-export, les nuances en matière d'investissement, les droits de propriété intellectuelle et les avantages associés liés à la ZLECAf. De plus, 78,2% et 50,1% des participants ont indiqué de faibles niveaux de sensibilisation et de connaissances sur la ZLECAf parmi les citoyens, leurs pairs et leurs collègues. Pour renforcer l'évaluation de la sensibilisation et des connaissances des travailleurs africains, 57,7% ont explicitement déclaré qu'ils manquaient d'informations sur l'accès, la participation et le bénéfice des accords commerciaux. Néanmoins, 58,4% pensaient posséder les compétences requises pour accéder aux avantages des protocoles de la ZLECAf et y participer. Au niveau régional, les résultats ont révélé que la région de l'Afrique centrale a enregistré un pourcentage élevé de 31,3% sans aucune sensibilisation, contrastant fortement avec 2,4% dans la région de l'Afrique du Nord (voir : Tableau 1). En ce qui concerne l'évaluation des niveaux de connaissances sur la ZLECAf, la région de l'Afrique australe a affiché le niveau de connaissance le plus élevé (26,0 %), tandis que la région de l'Afrique centrale a toujours enregistré 29,6% comme une faible note de connaissances sur la ZLECAf (voir : Tableau 2). Le tableau 3 souligne que la région de l'Afrique de l'Ouest a établi le pourcentage le plus élevé de niveaux élevés de sensibilisation à la ZLECAf parmi ses pairs et collègues, tandis que la région Afrique centrale a révélé 34,7% comme ayant un pourcentage élevé de faible niveau de sensibilisation parmi ses pairs et collègues. En conclusion, la région de l'Afrique centrale se distingue par les notes les plus faibles en matière de sensibilisation et de connaissances sur la ZLECAf parmi toutes les régions évaluées.

6.2 Explorer Les Préoccupations Et Les Perceptions

Le deuxième objectif de l'étude était d'explorer les préoccupations et les perceptions des travailleurs africains. Les résultats ont révélé que 45,1% ont exprimé des inquiétudes concernant l'accord commercial. Cependant, 67,6% des personnes interrogées estiment que la ZLECAf présente des avantages potentiels pour les travailleurs africains. Il est encourageant de constater qu'une majorité des participants (82%) ont exprimé leur volonté de plaider en faveur de l'adoption du programme de la ZLECAf à travers le continent.

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent une attitude positive de la part des participants, approuvant la création de la ZLECAf. Notamment, 60,2% estiment que la ZLECAf bénéficierait aux femmes sur le marché du travail, tandis qu'une écrasante majorité de 86,7% estiment qu'elle créerait des opportunités pour les jeunes travailleurs africains, suggérant des implications positives significatives pour ces données démographiques. Par conséquent, la ZLECAf semble sur le point de devenir l'un des plus grands blocs commerciaux du continent africain, favorisant l'égalité des sexes et l'emploi des jeunes. Il est important de noter que plus de 72 millions ²⁴de jeunes en Afrique ne sont actuellement pas engagés dans l'éducation, l'emploi ou la formation, dont une majorité de jeunes femmes, la ZLECAf pourrait jouer un rôle central dans la lutte contre l'inactivité des jeunes et les disparités entre les sexes, conformément à l'objectif de développement durable n°8 relatif au travail décent pour tous d'ici 2030. Au niveau régional, la perception selon laquelle la ZLECAf pourrait créer des opportunités pour les jeunes travailleurs était la plus élevée dans la région de l'Afrique centrale (36,5%), contre seulement 11,0% dans les régions de l'Afrique du Nord. 22,16% des personnes interrogées dans la région de l'Afrique de l'Est ont exprimé leur incertitude quant au potentiel de la ZLECAf pour les jeunes Africains.

6.3 Examiner La Pertinence Et L'engagement

En ce qui concerne la pertinence et l'engagement dans l'accord commercial, les résultats ont prouvé que la ZLECAf est plus pertinente pour les travailleurs qualifiés, les jeunes et les femmes. Cependant, certains segments estiment que cela n'est pas pertinent pour l'ensemble des travailleurs africains. Plus précisément, en termes de commerce des services, la ZLECAf est jugée plus pertinente pour les travailleurs des transports et de la logistique, avec seulement 1,0 % prévoyant des avantages pour les travailleurs du secteur manufacturier. Cela suggère une dichotomie, avec des gagnants et des perdants émergeant parmi les travailleurs africains de différents secteurs. En résumé, les résultats confirment que les travailleurs du secteur informel (19,4%), les femmes et les jeunes occupant des emplois non qualifiés, les travailleurs des pays dotés d'infrastructures inadéquates et ceux de régions spécifiques sont perçus comme les perdants du cadre de la ZLECAf.

²⁴ Statistiques de l'OIT, Les jeunes africains sont confrontés à des défis urgents lors de la transition de l'école au travail, octobre 2023. <https://ilostat.ilo.org/african-youth-face-pressing-challenges-in-the-transition-from-school-travailler>

7. Recommandations

Les résultats de l'enquête soulignent la nécessité de recommandations spécifiques. Les suggestions suivantes sont proposées :

1. La CSI-Afrique, en collaboration avec ses affiliés, devrait identifier les outils appropriés pour sensibiliser les travailleurs africains, en utilisant des outils médiatiques appropriés (médias traditionnels et nouveaux) et des canaux destinés à divers groupes au niveau national pour promouvoir les objectifs de la ZLECAf. De plus, l'organisation d'expositions commerciales, de foires et d'expositions pourrait s'avérer bénéfique.
2. Des efforts de collaboration entre la CSI-Afrique et divers ministères du Commerce, le secrétariat de la ZLECAf, les chambres de commerce, les associations du secteur privé et d'autres organismes commerciaux dans différentes régions sont nécessaires. Cette collaboration devrait se concentrer sur l'organisation de séminaires, de conférences et d'ateliers visant à améliorer les connaissances sur la ZLECAf parmi les travailleurs africains, en particulier les jeunes, les femmes et les travailleurs du secteur informel.
3. La CSI-Afrique devrait intensifier ses efforts pour accroître la sensibilisation et la diffusion des connaissances sur la ZLECAf, en adoptant et en mettant en œuvre les indices de sensibilisation et de connaissances proposés sur la ZLECAf introduits par cette enquête. Les indices serviront de seuils pour tous les efforts et campagnes de sensibilisation et de création de connaissances sur la ZLECAf dans chaque pays ainsi qu'au niveau régional en Afrique.
4. La CSI-Afrique devrait périodiquement (chaque année) lancer et soutenir une enquête ou une recherche sur la sensibilisation et les connaissances sur la ZLECAf afin de valider l'indice de sensibilisation et de connaissances proposé sur le continent. L'objectif sera d'améliorer la sensibilisation et la connaissance de la ZLECAf d'année en année. Ce faisant, la ZLECAf sera en mesure de s'attaquer aux problèmes liés au travail qui favoriseront la réalisation des objectifs de développement durable en Afrique. De plus, des rapports sectoriels sur la sensibilisation et les connaissances devraient être commandés périodiquement en fonction des besoins.
5. La CSI-Afrique, avec ses affiliés et ses partenaires, devrait lancer des programmes spécialisés qui favorisent l'inclusion et l'autonomisation des femmes et des jeunes dans le contexte de la ZLECAf.
6. En collaboration avec l'Institut africain de recherche et d'éducation sur le travail (ALREI), la CSI-Afrique devrait répondre aux préoccupations quant à la manière dont les régions peuvent accéder efficacement aux marchés africains par le biais du commerce de biens et de services.

7. Il est nécessaire de mener des recherches sur les opportunités d'emploi potentielles dans le cadre de la ZLECAf, y compris des recherches sur les secteurs spécifiques qui en bénéficieront, les types d'emplois à créer et la manière dont ces opportunités seront réparties entre les différents segments de la main-d'œuvre.
8. En collaboration avec ses affiliés et partenaires, la CSI-Afrique devrait promouvoir efficacement le programme de la ZLECAf au profit de tous les travailleurs africains. Ainsi, aucun groupe de travailleurs du continent ne serait considéré comme un perdant parmi les travailleurs africains dans le cadre de la ZLECAf.

alrei
alrei.org
twitter:alrei_iaero

ISBN: 978-9988-3-7170-8



alrei.